Rio+20 : le réseau Climat et Développement s’engage

Par

Publié le 08/06/2012

Réunis au Bénin, les membres du Réseau Climat et Développement, qui regroupe plus de 65 ONG francophones, notamment africaines [1], ont publié une déclaration commune [2], en vue de la tenue du sommet international sur le « développement soutenable » RIO+20, qui se tiendra à Rio (Brésil) du 20 au 22 juin 2012.

Parmi les grands axes de cette déclaration, on retrouve des thèmes classiques des ONG écologistes et des syndicats paysans. Les signataires demandent aux participants de Rio+20, de *« reconnaître et promouvoir la multifonctionnalité de l’agriculture familiale et locale qui permet de nourrir et employer la majorité de nos populations tout en protégeant les écosystèmes », de « promouvoir l’agro-écologie »*, et de *« souligner l’importance de financer les infrastructures nécessaires et capables de résister aux intempéries pour limiter les pertes alimentaires »*. Les signataires mettent aussi l’accent sur le récent phénomène d’accaparement des terres, réalisés notamment au profit des « agro-carburants ». Pour eux, il faut au contraire *« promouvoir l’accès à la terre des agriculteurs familiaux »*. Troisième axe développé dans cette déclaration, la réforme des politiques commerciales internationales. Ces dernières doivent notamment permettre de mettre en place *« des politiques et des mesures contre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires »* et de maîtriser *« les importations (...) en développant une fiscalité adaptée pour les filières nationales »*. Au niveau des ressources génétiques, les associations et syndicats exigent que *« RIO+20 [lutte] contre les politiques de promotion des OGM tant que celles-ci n’ont pas fait l’objet d’un débat citoyen et de recherches plus approfondies, et [mette en place] des politiques de veille et de contrôle »*, préserve les *« semences locales et les savoirs et pratiques locaux »* et soutienne *« la création et le financement de banques pour stocker les semences locales »*. Par ailleurs, ils soulignent l’urgence de *« garantir l’accès équitable à l’eau, droit de plus en plus fondamental au regard des changements climatiques »*, notamment en favorisant *« la recherche, l’éducation et la sensibilisation à la bonne gestion de l’eau »*. Le dernier chapitre de cette déclaration porte sur la démocratie : *« Il est temps de développer une gouvernance communautaire, participative et inclusive pour favoriser et pérenniser les pratiques agricoles adaptées et écologiques »*.

Un autre paradigme pour le "développement" ?

Avec cette déclaration, le Réseau Climat & Développement entend apporter sa contribution à la construction d’un autre paradigme de développement, en actant la transition vers un

développement sobre en carbone et résilient aux impacts du changement climatique ; en remettant la pauvreté et la vulnérabilité au cœur des préoccupations internationales ; en posant les premières pierres d'une gouvernance mondiale du développement durable ; et en plaçant la société civile au cœur de la gouvernance de l'environnement et du développement.

Il y a urgence. Selon Greenpeace International [3], les États-Unis pourraient s'opposer fortement à l'ensemble de ces demandes : *« les États-Unis veulent supprimer le droit à l'alimentation et semblent penser que la faim n'est pas un problème - seule la "faim extrême » est quelque chose dont il faut se débarrasser. Les États-Unis (soutenus par le Canada et le Japon) pensent aussi que le transfert de technologie promis à Rio en 1992 doit désormais n'être que « volontaire » et les États-Unis s'opposent à toute mention de « modes de consommation et des modes de production". [...] Ce que cela signifie est bien réel : nous aurons besoin de cinq planètes, si l'humanité tout entière voulait gaspiller autant de ressources que l'Américain moyen. George Bush père était devenu célèbre en 1992 pour avoir déclaré que "le mode de vie américain n'est pas négociable". Obama est en train de permettre à ses négociateurs de défendre le même point de vue arrogant »*. Bien entendu, ce pays n'a pas le monopole de l'arrogance... Entre les ONG et l'un des États les plus puissants et influents, le débat risque d'être tendu, et l'issue peu favorable aux premières, sauf si une bonne partie des États en développement, mais aussi l'UE, s'alignent sur la position des ONG.

---

[1] http://ressourcesclimatdeveloppemen...

[2] http://ressourcesclimatdeveloppemen...

[3] http://www.greenpeace.org/internati...

Adresse de cet article : https://infogm.org/rio20-le-reseau-climat-et-developpement-sengage/